Les conséquences économiques des sanctions contre la Russie

LES DIRIGEANTS occidentaux, qui s'imaginent représenter « la communauté internationale » alors qu'il s'agit de moins de la moitié de la population mondiale, veulent « *isoler la Russie* », la "*détruire*" économiquement et ainsi l'effacer de la scène internationale. L'oligarchie occidentale, et surtout états-unienne, est frappée du syndrome du membre fantôme. Elle s'imagine détenir une puissance qu'elle n'a plus depuis longtemps, et vivre dans un monde unipolaire qui n'est plus.

Le monde occidental a détruit sa propre économie par des décennies de politique libre-échangiste et de financiarisation qui a fait basculer le centre de gravité industrielle en Chine, l'alliée et partenaire stratégique de la Russie. La Russie qui elle-même tient l'Europe par ses ressources gazières et pétrolières, sans parler du blé dont elle est le premier exportateur mondial. Dans ce contexte géo-économique, l'on peut se demander si ce n'est pas l'Occident, et tout particulièrement l'Europe (puisque les Etats-Unis ont sous leur sol des énergies fossiles), qui sera pénalisée par ces sanctions anti-russes.

LA RUSSIE EST PRÊTE MAIS PAS L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

Les Etats-Unis, l'Union européenne, l'OTAN et les autres institutions occidentales (FMI, OMC, OMS) se sont spécialisés dans la destruction des nations, des économies, y compris les leurs, des infrastructures, de la santé publique, etc. Et cela, avec un professionnalisme sans pareil. Une démolition contrôlée comme les trois tours le 11 septembre 2001. Ce monde en déchéance a perdu son génie constructeur, contrairement à la Russie qui, comme tout Etat qui se respecte, planifie et anticipe.

Quand la Russie a récupéré la Crimée en 2014, elle a subi des sanctions économiques de la part de l'Union européenne (introduites le 31 juillet 2014), des Etats-Unis et du Canada[1]. Des sanctions qui ont pris la forme d'un gel d'actifs et de mesures restrictives à l'encontre de 185 personnes et de 48 entités, notamment une dizaine d'entreprises russes des secteurs de l'énergie, de la défense et de la finance, interdites d'accès aux marchés de l'UE. Rappelons que ces sanctions étaient temporaires mais régulièrement reconduites[2].

Déjà à l'époque, certains États membres de l'UE, suivant aveuglément le diktat états-unien contre la Russie, « *craignaient les risques pour leur propre économie, et les dirigeants de l'UE se sont efforcés de trouver un équilibre entre la nécessité d'infliger des souffrances à la Russie et celle d'empêcher les pays fragiles de l'UE de retomber dans la récession* »[3].

Les analystes et autres experts occidentaux nous présentent la Russie comme une « *économie majoritairement rentière* ». La Russie serait une sorte d'Arabie séoudite eurasiatique. La réalité est toute autre. « *Entre 2002 et 2016, les gains annuels dans l'industrie manufacturière ont été de 4,34 % en moyenne, de 3,83 % dans la construction et de 3,60 % dans l'agriculture. De tels taux s'expliquent à la fois par la réorganisation des entreprises, la modernisation de leurs équipements, et par le contexte général de croissance — dans le cas de l'agriculture encouragé par les mesures protectionnistes appelées "contre-sanctions" prises par le gouvernement à la suite des mesures occidentales de 2014 — qui permet aux entreprises de travailler au plein emploi… De fait, la croissance de la Russie est le fait pour l'essentiel de l'industrie.* »[4]

L'économie russe est comparable, en terme de poids, à celle de l'Allemagne. La Russie a atteint l'autosuffisance alimentaire, le pays est le sixième producteur de blé au monde et le premier exportateur mondial. Infliger des sanctions économiques à la Russie conduit déjà à une explosion du prix du gaz, du pétrole et des prix des matières premières agricoles. Lorsque l'on écoute ou qu'on lit les économistes qui ne sont pas engagés dans la propagande unilatéralement anti-russe, le discours est radicalement différent de celui des dirigeants et des media occidentaux.

Lors d'un débat entre les économistes Marc Touati et Jacques Sapir sur BFM Business le 22 février 2022, les choses ont été dites clairement, car on s'adresse là aux hommes d'affaires, chefs d'entreprises et investisseurs, et non pas à la masse. Marc Touati démarre son propos ainsi : « *Pour l'instant, malheureusement, ceux qui ont le plus à perdre, c'est triste à dire mais ce sont les Européens. L'économie, ne l'oublions pas, a été sous perfusion pendant deux ans, elle a fait flamber la dette publique. Si demain il y a une autre crise qui arrive, on n'a pas les moyens de relancer la machine. Ce qui est étonnant à voir, c'est que pour l'instant les marchés ne s'inquiètent pas trop parce qu'ils se disent "grâce à ça finalement les banques centrales ne vont pas augmenter leurs taux d'intérêts*[5]*, vont maintenir la planche à billets".*

Néanmoins, aujourd'hui le baril (de pétrole) est à 99 dollars, le gaz augmente. On sait très bien que l'Europe dépend à peu près à 40 % du gaz russe. Donc je pense qu'il y a des tensions importantes qui peuvent se produire aujourd'hui. Surtout, n'oublions pas, l'inflation est là. Toute tension supplémentaire va aggraver l'inflation, va casser le pouvoir d'achat, donc va casser l'activité économique. »[6]

En Russie, explique Jacques Sapir, « *les salaires réels augmentent, le revenu des ménages augmente, la dépense des ménages augmente* », mais il y a « *un point inquiétant, c'est celui de l'inflation. L'inflation est forte, et surtout elle est extrêmement différente selon les territoires.* ». Une inflation qui oscille entre 5 et 12 % selon les régions, d'après la banque centrale de Russie. Mais, le côté positif est que jamais l'excédent commercial de la Russie n'a été aussi important. Quant à la dette publique russe, elle est très faible, à hauteur de 18 % du PIB. A titre de comparaison, la France a une dette publique qui s'élève à 120 % du PIB, et la Grèce 210 %.

La Russie est beaucoup mieux armée que l'Europe pour faire face à la crise économique. Non seulement parce qu'elle s'est préparée, mais aussi parce que le peuple russe est beaucoup plus résilient que les peuples d'Europe de l'Ouest. La Russie a été exclue du système SWIFT, mais cette exclusion ne concerne pas la vente du gaz russe à l'Europe, puisque le Vieux Continent, à commencer par l'Allemagne, dépend du gaz qui parvient de Russie. L'Allemagne dépend du gaz russe à 40 %, la France à 17 %. Le non-approvisionnement de l'Allemagne conduirait à son effondrement économique. Et le patronat allemand ne laissera pas faire. D'ailleurs, l'Europe est dans l'incapacité technique de remplacer le gaz russe par le gaz d'autres pays producteurs. Il faudrait multiplier par quatre ces capacités, et cela ne serait pas possible avant une dizaine d'années. En outre, les menaces de sanctions et les sanctions provoquent une hausse des prix du pétrole, du gaz et du blé, dont la Russie est l'une des premières exportatrices. Elle en tirera donc bénéfice.

Voici l'évolution du cours des matières premières entre le 5 mars 2021 et le 5 mars 2022 : le blé multiplié par 2,1 ; le pétrole multiplié par 1,8 ; le gaz multiplié par 1,8 ; l'électricité multiplié par 6,8 ; l'aluminium multiplié par 1,2 ; le charbon multiplié par 6,7.

LA CHINE EN SOUTIEN DE LA RUSSIE

Les dirigeants occidentaux ont aussi oublié dans leur calcul la Chine, alliée de la Russie. Les stratèges américains ont commis l'erreur stupide de désigner comme ennemis simultanément la première puissance nucléaire mondiale, la Russie, et la première puissance économique mondiale, la Chine.

Les Russes et les Chinois n'ont pas attendu les nouvelles sanctions pour s'organiser. La Russie a créé une alternative au système Swift, le SPFS (Système de transfert de messages financiers) après les sanctions occidentales consécutives à l'annexion de la Crimée en 2014. Une vingtaine de banques en sont membres. C'est un système qui s'est amélioré. En plus des frais de transaction en baisse, ce système offre quelques possibilités de contournement. « *Le client russe peut, par exemple, faire passer son paiement par une banque à la fois membre des réseaux SWIFT et SPFS* »[7].

La Chine a aussi créé une alternative au SWIFT pour les transactions internationales, le CIPS (Cross-Border Inter-bankPayments System) que le SPFS russe soutient et dont il profite. Par conséquent, le contournement du système SWIFT par nombre de pays se trouvera facilité, puisque les partenaires commerciaux de la Chine utilisant le CIPS pourront effectuer des paiements et en recevoir de la Russie.

Selon le journal d'État, *Jiefang Daily*, le système chinois a traité environ 80 000 milliards de yuans (12 680 milliards de dollars) en 2021, soit une augmentation de 75 % en glissement annuel, tandis que, fin janvier 2022, la société qui gère la plateforme a déclaré qu'environ 1 280 institutions financières dans 103 pays et régions s'étaient connectées au système. Il s'agit notamment de 30 banques au Japon, de 23 banques en Russie et de 31 banques dans des pays africains qui reçoivent des fonds en yuan dans le cadre de projets d'infrastructures relevant de l'initiative « *Belt and Road* » (la nouvelle route de la soie) de Pékin. En outre, des banques occidentales, telles que HSBC, Standard Chartered, Citigroup et BNP Paribas, ont également décidé d'utiliser le système. Selon Citic Securities, la première banque d'affaires chinoise, l'utilisation accrue du CIPS « *pourrait faire progresser l'internationalisation du yuan, et permettre dans une certaine mesure de réduire la dépendance de la Chine et de ses partenaires vis-à-vis du système Swift* ».[8]

Autre fait mettant en évidence que les Russes et les Chinois étaient prêts : « *Depuis la mise en place des sanctions en 2014 après l'annexion de la Crimée par la Russie, le commerce russo-chinois a augmenté de plus de 50 % et la Chine est devenue la première destination des exportations russes. En 2021, les échanges bilatéraux ont augmenté de 35,9 % pour atteindre un record de 146,9 milliards de dollars, selon les données des douanes chinoises. Grâce au pétrole, au gaz, au charbon et aux produits agricoles, Moscou est un des rares pays à disposer d'un excédent commercial avec Pékin.* »[9]

Inutile de préciser que les pays occidentaux ne peuvent prendre aucune sanction économique contre la Chine qui tient le capitalisme occidental par les bourses.

Le 2 mars dernier, en pleine crise russo-ukrainienne, la Russie et la Chine ont signé un méga contrat pour la construction d'un gazoduc qui partira de Sibérie et traversera la Mongolie et la Chine, permettant de transporter jusqu'à 50 milliards de mètres cubes de gaz par an. C'est le plus grand contrat d'approvisionnement en gaz naturel de l'histoire.

En conclusion, cette guerre économique, dont parlait l'incompétent Bruno Lemaire, est d'ores et déjà remportée par la Russie et la Chine, mais c'est nous qui paierons la facture de cette folie anti-russe alors que nous aurions intérêt à une position prudente, équilibrée, mesurée, pleine de recul et de hauteur de vue et soucieuse avant tout des intérêts français, les seuls qui devraient compter aux yeux de nos dirigeants s'ils étaient dignes de leur fonction.

Jean TERRIEN.

1. https://www.cbc.ca/news/world/ukraine-crisis-u-s-eu-canada-announce-new-sanctions-against-russia-1.2721836
2. https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/19/les-sanctions-economiques-de-l-ue-contre-la-russie-prolongees-de-six-mois_5051233_3210.html
3. https://www.cbc.ca/news/world/ukraine-crisis-u-s-eu-canada-announce-new-sanctions-against-russia-1.2721836
4. https://www.les-crises.fr/russeurope-en-exil-les-transformations-de-leconomie-russe-et-les-problemes-actuels-de-la-russie-par-jacques-sapir/
5. L'augmentation des taux d'intérêts des banques centrales à pour effet de se répercuter sur les taux des prêts bancaires, ce qui diminue l'emprunt des entreprises et des particuliers et donc de la production et de la consommation.
6. https://www.bfmtv.com/economie/replay-emissions/bfm-patrimoine/jacques-sapir-vs-marc-touati-la-russie-est-elle-sanctionnable-economiquement-22-02_VN-202202220246.html
7. https://www.lopinion.ma/Echanges-Maroc-Russie-Quelle-alternative-au-systeme-SWIFT_a24665.html
8. https://fr.investing.com/news/economy/la-chine-remercie-lue-pour-ses-sanctions-les-banques-russes-se-tournent-vers-le-cips-2073962
9. https://www.lopinion.fr/international/swift-cips-yuan-numerique-pekin-alternative-financier-domine-par-occident

NOUVELLE VIDÉO RIVAROLIENNE ODYSEE ET YOUTUBE : *"PRÉSIDENTIELLE, UKRAINE ET PASS VACCINAL"*

Le 46e entretien rivarolien, celui de mars 2022, intitulé « Présidentielle, Ukraine, pas vaccinal » vient d'être mis en ligne. Dans cette vidéo d'une bonne heure, Jérôme Bourbon, interrogé comme d'ordinaire par Florian Rouanet, fait le tour de l'actualité politique nationale et internationale, évoque bien sûr longuement la guerre en Ukraine, les responsabilités partagées dans le conflit, la suspension du pass vaccinal à quelques semaines du scrutin, l'élection présidentielle, l'allongement des délais légaux pour avorter, et d'autres sujets encore.

Cette vidéo peut être visionnée soit en page accueil de notre site rivarol.com, soit directement sur notre chaîne Odysee (https://odysee.com/@RIVAROL:6), soit sur la nouvelle chaîne YouTube Jérôme Bourbon que nous avons créée discrètement (pour limiter le risque de censure) et dont voici le lien : https://www.youtube.com/channel/UCs6brIHvGJDE1LEPB1zzDmg

On peut aussi y accéder en tapant « Jérôme Bourbon YouTube » sur la barre d'adresse de Google. Attention : il existe deux chaînes à ce nom. Il faut aller sur celle comptant actuellement quelque 730 abonnés et où sont mises en ligne neuf vidéos. La première vidéo qui apparaît tout à gauche correspond au 46e entretien et est donc intitulée « Présidentielle, Ukraine, pass vaccinal ».

Bon visionnage à tous !

AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

Alors que RIVAROL est menacé d'être interdit de distribution en kiosques, Jérôme Bourbon avait déjà été condamné le 10 décembre 2021 par la XVIIe chambre du tribunal judiciaire de Paris à 8 000 euros d'amende (sous la forme de 100 jours-amende à 80 euros, ce qui conduit en prison en cas de non-paiement) pour contestation de crimes contre l'humanité et provocation à la haine raciale et devait verser en plus 2 000 euros à l'Organisation juive européenne (OJE), la moitié au titre des dommages et intérêts pour préjudice moral (!) et l'autre moitié pour le remboursement de ses frais d'avocats. Soit 10 000 euros en tout à débourser, ce qui n'est pas rien.

Si la loi interdit de solliciter des dons pour le paiement des amendes et des dommages et intérêts, en revanche cela est permis pour le paiement des frais d'avocat et des droits fixes de procédure. C'est pourquoi nous invitons tous les rivaroliens qui le peuvent à nous aider, soit par la souscription à des abonnements, de préférence, quand c'est possible, de longue durée, de soutien (175 euros), de propagande (210 euros) ou à vie (2 000 euros), soit par des dons à l'Association des Amis de RIVAROL ou aux Editions des Tuileries. Par chèque, par Paypal, par carte bancaire (en cliquant sur l'onglet "Pour faire un don" en haut de la page accueil de notre site rivarol.com) ou par virement sur le compte de l'Association des Amis de RIVAROL à la Banque postale :

IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005
BIC : PSSTFRPPPAR

Vous pouvez nous offrir un beau cadeau en ces temps particulièrement difficiles où l'adversité redouble en nous aidant à sortir victorieux de cette épreuve. Merci d'avance à tous de votre aide.

Sursum corda !